

Unité bidépartementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers  
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 7 avril 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 12 mars 2026**

#### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HM France Granulats**

4 Place des Saisons, Tour Alto  
92400 Courbevoie

Code AIOT : 0007201144

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2026 dans l'établissement HM France Granulats implanté « Champs de l'Étang » 16230 Maine-de-Boixe. L'inspection a été annoncée le 20 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HM France Granulats
- Champs de l'Étang 16230 Maine-de-Boixe
- Code AIOT : 0007201144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Heidelberg Materials exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire (800 000 t/an au maximum). Située sur les communes de Maine-de-Boixe et Aussac-Vadalle, cette carrière comporte une installation de premier traitement du matériau.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 3, REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Eaux souterraines	Arrêté préfectoral du 3 mars 2017, article 3.2.3.5	Demande d'action corrective	6 mois
15	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18 décembre 2006, articles 31 et 35	Demande d'action corrective	1 mois
19	État des stocks de produits chimiques	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Garanties financières	Code de l'environnement, article R516-1
2	Gerep	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4
3	Portée de l'autorisation	Arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, article 2
4	Identification	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 4
5	Profondeur de l'exploitation	Arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, article 2
6	Sécurité du public	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 13
7	Périmètre de l'exploitation	Arrêté préfectoral du 3 mars 2017, article 2.8.2
8	Plan d'exploitation	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 15
9	Eaux de procédé	Arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, article 2
10	Eaux rejetées	Arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, article 2
11	Eaux rejetées	Arrêté préfectoral du 3 mars 2017, article 3.2.3.3
13	PGD	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 16bis
14	Glissement de terrain	Code de l'environnement, article R512-69
16	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
17	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 25-I
18	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 25-II

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra apporter une vigilance particulière au suivi du paramètre fer dans les eaux superficielles et souterraines, et vérifier que les piézomètres ont bien fait l'objet des déclarations nécessaires.

Concernant la gestion des produits dangereux, l'exploitant devra disposer d'une liste indiquant a minima la quantité maximale susceptible d'être présente, et disposer des FDS relatives à chacun de ces produits.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R516-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article R516-1 :</u> « Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : [...] » 2° Les carrières ; [...] »  <u>Article R516-2.V :</u> « Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. [...] »
<b>Constats :</b> L'acte de cautionnement du 21 septembre 2021 expire le 3 mars 2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Gerep

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »
<b>Constats :</b> La déclaration Gerep pour l'année 2024 a été réalisée le 28 mars 2025. La déclaration pour l'année 2025 n'a pas été réalisée à la date de la présente inspection. À la suite de l'inspection, l'exploitant a réalisé la déclaration GEREP le 27 mars 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Portée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 850 000 t.
<b>Constats :</b> La production pour l'année 2025 est inférieure à la limite imposée par l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Identification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté. »
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, un panneau d'affichage comportant les informations susmentionnées est bien présent à l'entrée de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Profondeur de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] À l'exception du bassin de récupération des eaux cité à l'article 3.2.1, la cote minimale d'extraction est fixée à 90 m NGF pour la partie nord (commune de Maine-de-Boixe) et 80 m NGF pour la partie sud (commune d'Aussac-Vadalle). L'épaisseur maximale d'extraction est de 44 m sur la partie Sud. [...] »
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas observé de cotes en dessous des cotes autorisées sur les zones mentionnées ci-dessus sur les relevés figurant sur le plan d'exploitation du 25 octobre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Sécurité du public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité du public
<b>Prescription contrôlée :</b> « Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. »
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la mise en place d'une clôture efficace sur la partie ouest, en limite avec la N10. Le danger est signalé par des pancartes rappelant l'interdiction d'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Périmètre de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 3 mars 2017, article 2.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est portée à : <ul style="list-style-type: none"><li>• 50 m par rapport au pied des éoliennes.</li><li>• 20 m par rapport au chemin rural bordant le côté Est de la partie extension ;</li></ul> Concernant la canalisation de transport de gaz, la distance sera au minimum de 20 m. [...] »
<b>Constats :</b> Le respect des distances susmentionnées a pu être vérifié par sondage sur le plan d'exploitation avec un règle d'échelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plans
<b>Prescription contrôlée :</b> « Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>• les bords de la fouille ;</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>• les zones remises en état ;</li><li>• la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. »
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan mis à jour le 25 octobre 2025 et présentant l'ensemble des éléments susmentionnés
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Eaux de procédé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. L'eau utilisée pour le lavage des granulats, chargée en fines, est envoyée dans un bassin de décantation situé à proximité du bassin de fond de carrière. Ce bassin de décantation, d'une surface de 1,3 ha environ, sera aménagé entre 96 et 104 m NGF tel que représenté sur la photographie jointe en annexe 2 du présent arrêté. Il permettra de clarifier les eaux de lavage des granulats qui, après décantation naturelle, seront renvoyées gravitairement dans le bassin de fond de carrière, de telle sorte que les eaux de procédés des installations sont utilisées en circuit fermé. [...] »
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'aucun rejet d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site n'est réalisé.  Le bassin de décantation a été réalisé et permet le recyclage de l'eau utilisée pour le traitement des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Eaux rejetées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Les eaux excédentaires du fond de carrière sont collectées dans un bassin bâché d'une surface de 7 000 m <sup>2</sup> pour un volume utile estimatif de 25 000 m <sup>3</sup> , de façon à préserver la ressource en eau et à limiter les rejets à l'extérieur du site. Ce bassin est positionné en limite Est de la zone Nord du site tel que représenté sur le plan joint en annexe 2 du présent arrêté. Dès lors que ce bassin est rempli, les eaux excédentaires du fond de carrière sont rejetées dans le fossé longeant la RN10 en accord avec le gestionnaire du réseau, en période favorable, lorsque la pluviométrie est inférieure à 20 mm sur 24 h.[...] »
<b>Constats :</b> Le bassin a été aménagé afin de pouvoir stocker l'eau pompée en fond de carrière. À ce stade, l'exploitant ne s'est pas retrouvé en situation nécessitant un rejet dans le fossé longeant la N10.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Eaux rejetées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 3 mars 2017, article 3.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> « 1. Les eaux excédentaires du fond de carrière sont rejetées dans le fossé longeant la RN10 en accord avec le gestionnaire du réseau, en période favorable, lorsque la pluviométrie est inférieure à 20 mm sur 24 h. [...] »
<b>Constats :</b> À ce stade, l'exploitant ne s'est pas retrouvé en situation nécessitant un rejet dans le fossé longeant la N10.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 3 mars 2017, article 3.2.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> « Niveaux des plus hautes eaux : Partie renouvellement : 99 à 105 m NGF Partie extension : 105 à 110 m NGF Suivi de niveaux : Un suivi trimestriel est réalisé sur les piézomètres Pz1 à Pz4. Les résultats sont consignés dans un registre. Suivi qualitatif : La surveillance de la qualité des eaux souterraines fait l'objet d'un contrôle annuel réalisé dans le bassin de collecte des eaux dans le secteur où des déchets inertes sont mis en remblai. Elle doit comporter au minimum les analyses suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH</li><li>• potentiel d'oxydo-réduction</li><li>• résistivité</li><li>• métaux lourds totaux (As, Cd, Cr, Cu, Fe, Ni, Pb, Hg, Zn)</li><li>• fer</li><li>• DCO ou COT</li><li>• hydrocarbures totaux.</li></ul> Ces analyses sont menées simultanément sur un prélèvement réalisé sur le piézomètre pz1 situé en amont hydraulique. L'ensemble des résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Des analyses ou des paramètres supplémentaires pourront être demandés en tant que de besoin par l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'un cinquième piézomètre a été mis en place au sud du site. Les niveaux des piézomètres sont relevés à une fréquence à peu près mensuelle, et l'exploitant présente le jour de l'inspection l'historique des relevés. Concernant l'aspect qualitatif, le rapport de synthèse transmis en amont de l'inspection met en évidence une apparition de fer en 2024 et en 2025 dans les eaux superficielles, avec des valeurs respectives de 35,9 et 43,4 µg/l, et en 2025 au niveau du piézomètre pz1, avec 48,3 µg/l. Enfin, il est relevé que seul le piézomètre PZ5 semble être présent sur la base infoterre du BRGM (06853X0091/PZC).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra suivre l'évolution du paramètre fer et prendre les mesures nécessaire en cas



d'évolution défavorable.
L'exploitant devra également s'assurer de l'inscription des ouvrages à la Banque du Sous-Sol auprès du Service Géologique Régional du BRGM.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 13 : PGD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 16bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plans
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et, dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'actualisation du plan de gestion des déchets d'extraction a été réalisée en 2021 dans le cadre d'une demande de modification des conditions d'exploitation. Ce plan de gestion comporte l'ensemble des éléments susmentionnés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2001, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident/incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 24 février 2026, l'exploitant signalait à l'inspection la survenue d'un glissement intervenu suite aux récentes intempéries. L'exploitant indiquait avoir mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une information du personnel des sociétés intervenants sur le site ;</li> <li>• une zone de protection balisée (Blocs, rubalise, panneau,...) ;</li> <li>• une « Caisse à Pierres » au pied de l'éboulis afin de limiter l'extension du glissement ;</li> <li>• le balisage d'une zone de sécurité depuis le front jusqu'à la clôture au droit de la loupe d'argile située au niveau du TN et sur le chemin (30 m de part et d'autre de la zone argileuse) ;</li> <li>• une inspection visuelle des linéaires de fronts (à bonne distance) et report sur le plan d'exploitation des zones présentant des fractures et karsts.</li> </ul> <p>Par courriel du 25 février 2025, l'exploitant indiquait en outre avoir fait procéder à une purge de la partie instable du front.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté la présence de ce glissement de terrain au droit d'une veine argileuse qui semble traverser le site, celle-ci étant également visible côté est de la zone d'extraction. Des repères ont été faits afin de surveiller l'évolution de la zone, et la caisse à pierres est bien présente au pied du glissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra maintenir la surveillance de la zone concernée par le glissement de terrain. Une vigilance particulière sera apportée lors de l'extraction dans la zone sud dans laquelle la veine argileuse pourrait être présente.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18 décembre 2006, articles 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 31 :</u> <i>« Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...] »</i>  <u>Article 35 :</u> <i>« Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un serveur sur lequel sont accessibles des fiches de données de sécurité (FDS). Quelques FDS de produits figurant dans la liste des produits dangereux ne sont pas disponibles, notamment celle relative au produit « Carter EP200 ».
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra s'assurer qu'il dispose bien de l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits dont il dispose sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Mesures de maîtrise des Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...] »</i>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il est consulté plusieurs FDS mentionnant une obligation de stockage en milieu aéré et à l'abri de la lumière, et préconisant une extinction à l'aide d'extincteur à poudre sèche, CO <sub>2</sub> , eau pulvérisée ou mousse en cas de départ de feu. Il a été constaté que les produits sont stockés dans un milieu aéré et à l'abri de la lumière, et que des extincteurs à poudre sont disponibles à proximité des stockages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. »</li></ul>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'ensemble des produits était stocké sur les rétention adéquates.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté le stockage de produits incompatibles sur une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : État des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] <i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste des produits dangereux susceptibles d'être présents sur le site. Un état des stocks n'est réalisé que pour le GNR. Pour les autres produits, il est parfois mentionné une quantité maximale susceptible d'être présente.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra compléter son état des matières stockées, afin d'indiquer pour chacune d'elle la quantité stockée ou, à défaut, le maximum susceptible d'être stocké.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois